

# CONSOMMATION ET MODES DE VIE

Chroniques du CREDOC

N° 4 – Juillet 1985

## Chômage

### Les Français plutôt pessimistes mais pas très solidaires

*Quelques résultats de la phase 7 de l'enquête « Aspirations »*

**S**i 83 % des Français sont assez pessimistes sur l'évolution globale du chômage, ils sont beaucoup moins nombreux (30 %) à se sentir personnellement menacés. Cela explique sans doute un certain manque de solidarité : certes, 33 % préconisent un effort financier collectif pour financer le chômage. Cette proportion n'est pas négligeable. Mais la majorité (55 %) sont partisans des mesures qui, de fait, pénalisent les chômeurs (diminution du nombre de bénéficiaires, du montant des allocations, de la durée des versements).

*Ces résultats sont extraits de l'enquête du Credoc qui, depuis sept ans, fait le point sur « les conditions de vie et aspirations » des Français (voir en dernière page les principales évolutions de 1978 à 1984).*

#### **Evolution du chômage : les Français plus pessimistes pour les autres que pour eux-mêmes**

Tout d'abord, les Français s'accordent largement (83 %) pour dire que le nombre des chômeurs va augmenter pendant plusieurs années. Le Nord et l'Est sont des régions où l'on se montre, à cet égard, encore plus pessimiste (respectivement 92 % et 90 %). Les partisans d'une « stabilisation dans un avenir proche », qui représentent 15 % de la population, se rencontrent plus souvent chez les jeunes (18 % des moins de 25 ans), en région parisienne (18 % de ceux qui y résident), dans le centre Est (19 %) et dans la région méditerranéenne (19 % également). La « diminution du nombre de

chômeurs dans un avenir proche » est une opinion quasi-inexistante dans la population (1 %).

Toutefois, ceux qui perçoivent actuellement une menace de chômage pour eux ou pour l'un des membres de leur foyer sont beaucoup moins nombreux : 30 %. Cette menace est plus fortement ressentie par les ouvriers (47 %), également parmi les employés (39 %) et au sein des professions intermédiaires (36 %). Elle prédomine chez les jeunes de moins de 25 ans, les hommes adultes (48 % et 45 %), mais elle est également présente dans la tranche d'âge 40 à 59 ans (37 % des femmes et 36 % des hommes). Le Nord est la région où les individus se sentent le plus menacés (40 %).

A votre avis, le nombre des chômeurs va-t-il... ?		
Automne 1984	%	Effectifs
Augmenter pendant plusieurs années	82,8	(1 656)
Se stabiliser dans un avenir proche	14,9	(297)
Diminuer dans un avenir proche	1,2	(25)
Ne sait pas	1,1	(22)
Ensemble	100,0	(2 000)

Evolution attendue du chômage

#### Financement du chômage : un altruisme très mesuré

Les Français ne sont pas unanimes sur le financement du chômage : 55 % préconisent des mesures qui reviennent à pénaliser les chômeurs : diminution du nombre de bénéficiaires (21 %), réduction du montant des allocations (13 %), diminution de la durée des versements (21 %). 12 % des Français n'ont pas d'avis.

Diminuer le nombre de bénéficiaires ou la durée des versements semblent être des solutions plus souvent envisagées par les Parisiens (respectivement 29 % et 25 %), notamment lorsqu'ils ont plus de 40 ans (33 % et 27 %), et les habitants des grosses agglomérations (27 % et 25 % dans les agglomérations supérieures à 200 000 habitants).

A l'opposé, un tiers des Français préconise l'augmentation des cotisations ou des impôts. Cela reflète vraiment un esprit de solidarité puisque 85 % adoptent cette solution «pour donner un minimum aux chômeurs qui n'ont pas de ressources». Les autres la choisissent «pour augmenter le montant des allocations» (7 %) ou «pour allonger la durée des versements» (7 %). L'opinion selon laquelle il faut augmenter les cotisations ou les impôts est plus fréquente parmi les chômeurs eux-mêmes (49 %), les ouvriers (40 %) et les habitants des agglomérations de moins de 100 000 habitants (40 %). Les hommes en général sont plus nombreux à émettre cet avis que les femmes (37 % et 30 %), les plus âgés (41 % des hommes de 60 ans et plus) et les plus jeunes (39 % des moins de 25 ans) plus fortement encore que ceux appartenant aux tranches d'âge intermédiaires.

Etes-vous, vous-même ou l'un des membres de votre foyer, menacés par le chômage		
Automne 1984	%	Effectifs
Oui	30,5	(609)
Non	69,5	(1 391)
Ensemble	100,0	(2 000)

La menace du chômage

Dans la situation actuelle, pour faire face aux charges financières du chômage, quelle est la situation qui vous semble préférable ?	
Automne 1984	en %
Augmenter les cotisations ou les impôts	33,0
Diminuer le nombre des bénéficiaires	21,1
Diminuer le montant des allocations	12,7
Diminuer la durée des versements	20,7
Ne sait pas	12,5
Ensemble	100,0

Le financement du chômage

54,5 %

#### Répartition des indemnités : des avis bien tranchés

Les avis sont également partagés lorsqu'il s'agit de définir la façon de répartir les indemnités : en effet, la moitié de la population estime que le montant et la durée des indemnités de chômage doivent être identiques pour tous les chômeurs et l'autre moitié pense que non. La proportion d'adeptes d'une répartition égalitaire augmente avec l'âge. Ce sont plus souvent des provinciaux de plus de 40 ans (57 %), résidant dans des agglomérations de moins de 100 000 habitants (57 %), des personnes veuves (56 %) ou mariées (53 %), des individus peu diplômés (55 % de ceux qui ont un niveau inférieur au baccalauréat, 60 % de ceux qui possèdent seulement le CEP). A l'opposé, ceux qui sont pour une modulation de la répartition des indemnités sont plus nombreux dans les zones très urbanisées (59 % des enquêtés vivant dans une agglomération de plus de 100 000 habitants), et tout particulièrement à Paris et dans l'agglomération parisienne (65 %). Cet avis apparaît encore plus largement partagé par les individus les plus instruits (70 % des diplômés du supérieur, 66 % de ceux qui ont au moins le baccalauréat ou un brevet supérieur) ; les célibataires et les divorcé(e)s le partagent aussi plus souvent que les autres (60 % et 58 %).

Parmi les Français favorables à une répartition différenciée des indemnités de chômage, la plus grande partie pense que celles-ci doivent être

«modulées selon les ressources globales du foyer» (66 %). 19 % estiment qu'elles doivent être calculées en fonction du montant du salaire, et 15 % en fonction du nombre d'années d'activité.

On remarque enfin que 20 % des Français (souvent des femmes inactives) croient que tous les chômeurs sont indemnisés.

#### Difficultés financières : recours à la famille plutôt qu'à l'Etat

Les types de recours envisagés en cas de difficultés financières par suite d'une situation de chômage prolongé, pour un individu ou sa famille, constituent aussi un aspect important du problème. Si en 1984, 40 % des enquêtés s'adresseraient d'abord à des parents, ils sont de moins en moins nombreux à l'envisager (45 % en 1980, 44 % en 1981, 41 % en 1982 et 42 % en 1983). Le recours à un bureau d'aide sociale ou aux assistants sociaux est au contraire en progression continue depuis ces cinq dernières années (de 11 % en 1980, dans le premier cas, le pourcentage passe à 20 % en 1982 et 24 % cette année. Dans le second cas, il varie de 6 % en 1980 à 12 % en 1984). Le recours à un syndicat ou à une association professionnelle, qui avait enregistré une très forte chute entre 1981 et 1982 (de 22 % à 7 %) se stabilise depuis autour de 6 %. Enfin, la part des Français qui s'adresseraient à des amis ou à un organisme d'entraide reste stable (6 %).

*Les comparaisons internationales dans l'enquête « Conditions de vie et aspirations des Français » du CREDOC*

Cette enquête réalisée chaque automne depuis 1978 (avec une vague supplémentaire au printemps depuis 1984) contient un nombre variable de questions communes avec des enquêtes analogues réalisées à l'étranger.

En 1983, une trentaine de questions relatives à des attitudes et opinions sur la famille, l'évolution économique, le progrès technique ont été insérées dans une enquête nationale japonaise avec la collaboration du Professeur C. Hayashi, de l'« Institute of Statistical Mathematics » de Tokyo.

Les réponses des Japonais, systématiquement plus modérées, ont cependant la même structure que celles des Français. Ainsi, par exemple, les Japonais sont, comme les Français, d'autant plus inquiets qu'ils sont plus âgés; pour chaque classe d'âge, les femmes sont plus inquiètes que les hommes des deux pays.

Au printemps 1984, des questions communes avec le ZUMA de Mannheim et le NORC de Chicago ont porté sur les hiérarchies de valeurs et l'insertion sociale.

#### PARMI LES PUBLICATIONS

Comparative Study of Quality of Life et Multidimensional Data Analysis: Japon, France and Hawaii. C. Hayashi, F. Hayashi, T. Suzuki, L. Lebart, Y. Kuroda in Data Analysis and Informatics. North Holland (à paraître).

L'équipe « Aspirations » animée par L. Lebart est composée de: F. Boscher, G. Drouault, C. Duflos, F. Gros, L. Haeusler, Y. Houzel, P. Pleuvret.

## Conditions de vie et aspirations des Français

### Quelques tendances 1978-1984

#### • Evolution du niveau de vie

*Les Français pessimistes sont désormais majoritaires (65 %) alors qu'ils ne représentaient que 28 % en 1978. Les mécontents sont nombreux chez les commerçants, les artisans, les chefs d'entreprises, etc. En revanche, les jeunes sont optimistes.*

#### • Travail et organisation du temps

*Dans l'optique de 35 h de travail hebdomadaires, le souhait de travailler une heure de moins par jour est en progression régulière (20 % en 1984). Le choix d'une demi-journée libre par semaine reste stable (33,5 %). L'option des journées libres pour prolonger les week ends ou faire des ponts est moins souvent choisie en 1984 (38 %) qu'en 1981 (36 %). De plus en plus de Français actifs (64 % en 1984, 55 % en 1982) préfèrent une amélioration de leur pouvoir d'achat plutôt qu'une augmentation de leur temps libre.*

#### • Evolution de la société

*La diffusion de l'informatique est une idée qui fait son chemin assez rapidement. Mais elle est encore loin d'être majoritaire: elle est jugée souhaitable par 39 % des Français en 1984 (22 % en 1979). L'opinion selon laquelle les découvertes scientifiques améliorent un peu la vie quotidienne se développe également et est plus largement partagée (57 %).*

*Parmi les catégories de personnes pour lesquelles les efforts de la collectivité sont jugés les plus insuffisants, ce sont les personnes âgées (36 %) et les chômeurs (28 %) qui sont le plus souvent citées.*

#### • Politique familiale

*Si les Français ont bien «perçu» le relèvement des prestations familiales depuis 1982, 30 % jugent cette aide insuffisante. Les Français sont toujours plus nombreux (64 % en 1984, 60 % en 1983) à souhaiter que les allocations familiales soient calculées en fonction inverse du salaire. La plupart (65 % en 1984, 53 % en 1981) estime que la prise en charge par la collectivité des familles aux ressources insuffisantes est une bonne chose. Ceux qui pensent le contraire sont de moins en moins nombreux: 41 % en 1981, 35 % en 1984.*

*L'enquête du Credoc « Conditions de vie et aspirations » aborde bien d'autres thèmes: l'énergie, le logement, les transports, la vie familiale, la justice, l'environnement, les loisirs.*

*Un prochain numéro de « Consommation et modes de vie » sera consacré à l'environnement.*